

**LA JURISPRUDENCE DE LA  
COUR CONSTITUTIONNELLE  
DU LUXEMBOURG  
1997 - 2007**

Pasicrisie luxembourgeoise 2008

# Avant-Propos

L'instauration au Luxembourg du contrôle de la constitutionnalité des lois par l'intermédiaire d'une Cour spécifique n'a pas été une entreprise facile. Alors que les premières propositions doctrinales en ce sens datent de 1973<sup>1</sup>, il a fallu près d'un quart de siècle pour faire aboutir ce chantier<sup>2</sup>. Le Luxembourg est ainsi – du moins à ce jour – le dernier Etat de l'Europe occidentale à s'être doté d'une juridiction constitutionnelle<sup>3</sup>.

Issue de la loi du 12 juillet 1996, portant révision de l'article 95 de la Constitution, et de la loi du 27 juillet 1997, portant son organisation, la Cour Constitutionnelle du Luxembourg a été opérationnelle à partir de l'adoption de son règlement d'ordre intérieur, le 31 octobre 1997. Elle fut saisie d'une première question préjudicielle par le Tribunal administratif dès le 11 novembre 1997 et rendit son premier arrêt le 6 mars 1998.

Dans les dix années qui se sont écoulées depuis, sa jurisprudence s'est étoffée au point que nous disposons aujourd'hui d'un corpus constitué de quarante-trois arrêts. Publiée au Mémorial et consultable via internet sur le site du Ministère de la Justice, cette jurisprudence reste néanmoins peu connue du grand public et - hormis quelques arrêts retentissants – n'a pas fait l'objet de commentaires doctrinaux approfondis.

A l'occasion du dixième anniversaire de la mise en place de la Cour Constitutionnelle, la Faculté de Droit, d'Economie et de Finance de l'Université du Luxembourg a accueilli, le 17 décembre 2007, un colloque visant à analyser et à commenter la jurisprudence constitutionnelle de ses dix premières années d'existence.

L'objet de cette manifestation fut de présenter les grands axes de cette jurisprudence, d'en proposer une analyse synthétique et d'engager un échange fructueux entre la

---

<sup>1</sup> A. BONN, « Le contrôle de constitutionnalité des lois », *Pas. lux*, tome 22, 1973, pp. 1 à 23.

<sup>2</sup> Pour une présentation des travaux préparatoires, voir le commentaire de l'article 95ter de la Constitution, in *Le Conseil d'Etat, gardien de la Constitution et des Droits et Libertés fondamentaux*, Luxembourg 2006, p. 324 ss.

<sup>3</sup> N. KUHN et E. ROUSSEAU, « La Cour Constitutionnelle luxembourgeoise : dernière pierre à l'édifice des cours constitutionnelles en Europe occidentale », *Revue Internationale de Droit Comparé* 2001 n° 2 (vol. 53), pp. 453 à 482.

communauté académique et les acteurs de la vie politique et juridique luxembourgeoise. Dans cet esprit le présent ouvrage, qui comprend trois contributions d'académiques et trois contributions de praticiens, reflète la proximité entre le milieu universitaire et celui des magistrats et avocats au Luxembourg.

L'analyse des 43 arrêts qui constituent pour l'instant le corpus jurisprudentiel de la Cour Constitutionnelle du Luxembourg fait apparaître qu'ils se rattachent pour l'essentiel à six problèmes classiques du droit constitutionnel. Ce découpage se reflète dans les contributions reproduites ci-après : Jörg GERKRATH expose la compétence de la Cour et la recevabilité des questions préjudicielles, Georges RAVARANI se penche sur le droit de propriété et l'expropriation dans la jurisprudence de la Cour, Alain STEICHEN traite, quant à lui, des arrêts qui contribuent à définir les domaines respectifs de la loi et du règlement, Mark COLE analyse la problématique des droits fondamentaux (die Grundrechte), Stefan BRAUM s'intéresse au principe de la légalité des peines (die Strafgesetzmäßigkeit) et Patrick KINSCH présente la jurisprudence constitutionnelle relative au principe d'égalité devant la loi.

Le présent ouvrage regroupe non seulement les contributions écrites des intervenants au colloque du 17 décembre 2007 mais reproduit aussi les 43 arrêts rendus jusqu'en décembre 2007 ainsi que les textes régissant le fonctionnement de la Cour. Il vise à combler une lacune dans la documentation juridique disponible. Ses auteurs espèrent ainsi contribuer à une meilleure connaissance de cette institution et de son activité et fournir au lecteur intéressé par le droit constitutionnel luxembourgeois un outil de connaissance supplémentaire sous forme de recueil de jurisprudence.

L'éditeur tient à remercier très chaleureusement Florence GIORGI, assistante à l'Université du Luxembourg pour son investissement inlassable de l'organisation du colloque jusqu'à la finalisation du présent ouvrage ainsi que Mark COLE dont la participation à la conception et à la réalisation de ce projet a été déterminant pour son aboutissement.

Jörg GERKRATH

Luxembourg, le 20 mai 2008

# Liste des auteurs / Autorenverzeichnis

## **Stefan BRAUM**

Stefan Braum hat die Professur für Strafrecht an der Université du Luxembourg inne. Nach Studium der Rechtswissenschaften in Frankfurt am Main und Promotion über ein Thema des Strafprozessrechts und der Strafrechtsgeschichte absolvierte er seinen juristischen Vorbereitungsdienst. Seine Habilitationsschrift „Europäische Strafgesetzlichkeit“ schloss er 2002 ab und erhielt die Venia legendi für die Fächer Strafrecht, Strafprozessrecht, Europäisches Strafrecht, Rechtsphilosophie und Kriminologie. Nach Lehrstuhlvertretungen in Frankfurt, Köln und Bochum ist er seit 2005 in Luxemburg, wo er auch directeur d'études für den Master-Studiengang Droit pénal européen des affaires, Mitglied des management-committees von ECLAN (European Criminal Law academics network) und Präsident des Law Committees von Campus Europae ist.

## **Mark D. COLE**

Mark D. Cole ist Assistant Professeur für das Recht der neuen Informationstechnologien, Medien- und Kommunikationsrecht an der Universität Luxemburg seit 2007 und war davor Mitarbeiter am Lehrstuhl für Öffentliches Recht, Völker- und Europarecht, Medienrecht an der Universität, Mainz, dem Mainzer Medieninstitut sowie Lehrbeauftragter an der TU Braunschweig. Nach Promotion in Mainz 2003 Publikationen im Bereich Medien-, Verfassungs- und internationales Recht, u.a. Mitautor und -herausgeber von "Handbuch Medienrecht: Recht der elektronischen Massenmedien" und "Europäisches und Internationales Medienrecht" sowie Beiträgen zu den Grundrechten.

## **Jörg GERKRATH**

Jörg Gerkrath est professeur en droit européen à l'Université du Luxembourg depuis décembre 2006. Titulaire d'un doctorat de l'Université Robert Schuman de Strasbourg, il a exercé comme Maître de conférences avant de devenir Professeur agrégé de droit public à l'Université d'Avignon. Ses principaux domaines de recherche sont le droit communautaire et européen, le droit constitutionnel, le droit comparé et les droits fondamentaux. Il est l'auteur de l'ouvrage « L'Emergence d'un droit constitutionnel pour l'Europe », (Editions de l'ULB, Bruxelles, 1997) et de nombreux articles et contributions sur divers aspects du droit communautaire et constitutionnel.

### **Patrick KINSCH**

Patrick Kinsch est avocat au barreau de Luxembourg depuis 1988 et enseigne le droit international privé et le droit constitutionnel depuis 1994. Après avoir été professeur associé à l'Université Robert Schuman de Strasbourg, il est à présent professeur invité à l'Université de Luxembourg. Sa dernière monographie publiée est parue sous le titre « Droits de l'homme, droits fondamentaux et droit international privé » (*Recueil des cours de l'Académie de droit international*, La Haye, 2007).

### **Georges RAVARANI**

Georges Ravarani, né le 1<sup>er</sup> mai 1954, est président de la Cour administrative et vice-président de la Cour Constitutionnelle du Luxembourg. Il est l'auteur de livres et d'articles dans le domaine du droit civil (essentiellement la responsabilité civile) et du droit public. Il est professeur invité à l'Université du Luxembourg où il enseigne le droit civil.

### **Alain STEICHEN**

Alain Steichen est avocat au Barreau de Luxembourg et professeur associé à l'Université de Luxembourg. Après avoir fait des études en sciences économiques à Aix-en-Provence (maîtrise) et en droit à Paris I (maîtrise), Alain Steichen a passé une thèse à l'Université de Saarbrücken en vue de l'obtention d'un doctorat en droit public (thèse : « La justice dans l'impôt » ; summa cum laude). Auteur de dix livres et d'une soixantaine d'articles, Alain Steichen enseigne notamment les « Finances publiques », le « Droit fiscal » ainsi que le « Droit fiscal communautaire » à l'Université de Luxembourg.

## Sommaire

Avant-Propos

Sommaire

Liste des auteurs / Autorenverzeichnis

Liste des abréviations

### COMMENTAIRES THEMATIQUES DE JURISPRUDENCE

Compétence et recevabilité des questions préjudicielles (Jörg GERKRATH)

Droit de propriété et expropriation (Georges RAVARANI)

Le domaine de la loi et du règlement (Alain STEICHEN)

Der Schutz der Grundrechte (Mark D. COLE)

Das Prinzip der Strafgesetzmäßigkeit (Stefan BRAUM)

L'égalité devant la loi (Patrick KIRSCH)

### JURISPRUDENCE

#### TEXTES OFFICIELS

Article 95ter (Révision du 12 juillet 1996)

Avis du Conseil d'Etat (28 mars 1997)

Avis complémentaire du Conseil d'Etat (10 juin 1997)

Loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle

Règlement d'ordre intérieur de la Cour Constitutionnelle du 31 octobre 1997

Cour Constitutionnelle (Premières nominations)

Cour Constitutionnelle (Composition à la date du 14 décembre 2007)

Bibliographie thématique

### INDEX/STICHWORTVERZEICHNIS

Table des matières

# JURISPRUDENCE

## **Arrêt 1/98 du 6 mars 1998**

(MEMORIAL A n° 19, 18 mars 1998, pp. 253 à 255)

« Article 5 de la loi de 1935, brevet de maîtrise, programme et procédure des examens fixés par règlement ministériel – Article 36 de la Constitution – Pouvoir réglementaire du Grand-Duc – Violation »

## **Arrêt 2/98 du 13 novembre 1998**

(MEMORIAL A n° 102, 8 décembre 1998, pp. 2499 à 2501)

« Conditions de formulation des questions, irrecevabilité – Interdiction d'adoption plénière par personne célibataire (article 367 du Code civil) – Article 11 (3) de la Constitution, droits naturels de la personne humaine et de la famille, et article 11 (2) de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité »

## **Arrêt 3/98 du 20 novembre 1998**

(MEMORIAL A n° 2, 18 janvier 1999, pp. 14 à 15)

« Article 1 de la loi de 1912 modifiée, obligation scolaire étendue à une partie de l'enseignement secondaire – Article 19 de la Constitution, liberté des cultes – Conformité »

## **Arrêt 4/98 du 18 décembre 1998**

(MEMORIAL A n°2, 18 janvier 1999, pp. 15 à 16)

« Article 12 de la loi du 14 février 1955 modifiée, appareils de détermination du taux d'alcool, conditions de leur utilisation fixées par arrêté ministériel – Article 36 de la Constitution, pouvoir réglementaire du Grand-Duc – Violation »

## **Arrêt 5/98 du 18 décembre 1998**

(MEMORIAL A n° 2, 18 janvier 1999, pp. 16 à 17)

« Article 12 de la loi du 14 février 1955 modifiée, appareils de détermination du taux d'alcool, conditions de leur utilisation fixées par arrêté ministériel – Article 36 de la Constitution, pouvoir réglementaire du Grand-Duc – Violation »

## **Arrêt 6/98 du 18 décembre 1998**

(MEMORIAL A n° 2, 18 janvier 1999, pp. 17 à 18)

« Article 12 de la loi du 14 février 1955 modifiée, appareils de détermination du taux d'alcool, conditions de leur utilisation fixées par arrêté ministériel – Article 36 de la Constitution, pouvoir réglementaire du Grand-Duc – Violation »

**Arrêt 7/99 du 26 mars 1999**

(MEMORIAL A n° 41, 20 avril 1999, pp. 1087 à 1088)

« Article 380 du Code civil, autorité parentale envers les enfants naturels reconnus par les deux parents confiée à la mère – Article 11 (2) de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Violation »

**Arrêt 8/99 du 9 juillet 1999**

(MEMORIAL A n° 106, 3 août 1999, pp. 2007 à 2009)

« Article 14 de la loi du 30 juin 1976, fonds pour l'emploi, obligation de remboursement des indemnités de chômage par l'employeur en cas de licenciement abusif (à la différence du salarié licencié en raison de sa conduite) – Article 11 (2) de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité »

**Arrêt 9/00 du 5 mai 2000**

(MEMORIAL A n° 40, 30 mai 2000, pp. 947 à 950)

« Question de recevabilité – Article 16 de la loi du 19 juin 1985, modifiée, sur les allocations familiales – Article 11 (2) de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, égalité devant les charges publiques - Conformité »

**Arrêt 10/00 du 8 décembre 2000**

(MEMORIAL A n° 134, 22 décembre 2000, pp. 2961 à 2962)

« Recevabilité – Articles 18, 23, 92, 93 et 118 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR) – Article 16 de la Constitution, droit de propriété – Conformité »

**Arrêt 11/01 du 28 septembre 2001**

(MEMORIAL A n° 126, 17 octobre 2001, pp. 2577 à 2579)

« Loi du 25 mai 1964, modifiée, sur le remembrement des biens ruraux, privation de propriété – Article 16 de la Constitution, droit de propriété – Conformité »

**Arrêt 12/02 du 22 mars 2002**

(MEMORIAL A n° 40, 12 avril 2002, pp. 671 à 673)

« Article 73 du Code des assurances sociales, sanctions pour déviation injustifiée d'activité médicale - Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines – Rétroactivité de la peine la plus favorable – Conformité »

**Arrêt 13/02 du 17 mai 2002**

(MEMORIAL A n° 60, 13 juin 2002, pp. 1521 à 1523)

« Articles 276 et 277 du Code civil, divorce, régimes distincts – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, mise en œuvre de la règle, situations comparables – Conformité »



**Arrêt 14/02 du 6 décembre 2002**

(MEMORIAL A n° 144, 23 décembre 2002, pp. 3503 à 3505)

« *Loi du 28 mars 1972, permis de travail des étrangers (ressortissants luxembourgeois/ressortissants communautaires) – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 11 (3) de la Constitution sur les droits naturels et 11 (4) de la Constitution sur le droit au travail, et article 111 de la Constitution sur le statut de l'étranger – Conformité* »

**Arrêt 15/03 du 3 janvier 2003**

(MEMORIAL A n° 7, 23 janvier 2003, pp. 89 à 91)

« *Article 4 de la loi du 18 juin 1969, modifiée, sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers - Article 11 (6) de la Constitution sur la liberté de l'exercice de la profession libérale, et article 23 de la Constitution, sur le domaine de la loi et le pouvoir réglementaire – Violation* »

**Arrêt 16/03 du 7 février 2003**

(MEMORIAL A n° 31, 28 février 2003, pp. 509 à 511)

« *Article 28 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique – Article 16 de la Constitution, droit de propriété, notion d'indemnité juste et préalable – Violation* »

**Arrêt 17/03 du 7 mars 2003**

(MEMORIAL A n° 41, 2 avril 2003, pp. 655 à 657)

« *Irrecevabilité d'une demande en intervention – Article 19 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Article 36 de la Constitution, pouvoir réglementaire du Grand-Duc – Violation* »

**Arrêt 18/03 du 21 novembre 2003**

(MEMORIAL n° 174, 9 décembre 2003, pp. 3384 à 3385 )

« *Articles 1 et 7 de la loi du 26 mars 1992, modifiée, sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé – Article 11 (5) et (6), protection de la santé et organisation de l'exercice des professions libérales, et article 36 de la Constitution, domaine de la loi, pouvoir réglementaire, habilitations spécifiques – Conformité* »

**Arrêt 19/04 du 30 janvier 2004**

(MEMORIAL A n° 18, 16 février 2004, pp. 303 à 305)

« *Article 36,5° de la loi du 27 juillet 1936, modifiée, concernant la comptabilité de l'Etat - Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines – Violation* »

**Arrêt 20/04 du 28 mai 2004**

(MEMORIAL n° 94, 18 juin 2004, pp. 1561 à 1565)

« Article 115 du Code des assurances sociales, privation de certaines personnes d'action en dommages et intérêts – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 11(3) de la Constitution, droits naturels, article 12 de la Constitution, liberté individuelle, et article 16 de la Constitution, droit de propriété – Violation article 10bis »

**Arrêt 21/04 du 18 juin 2004**

(MEMORIAL A n° 116, 12 juillet 2004, pp. 1765 à 1767)

« Article 1 de la loi modifiée du 18 mai 1979, délégations du personnel, ouvriers/employés privés – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, et article 11 (5), liberté syndicale (non examiné) – Violation »

**Arrêt 22/04 du 18 juin 2004**

(MEMORIAL A n° 117, 12 juillet 2004, pp. 1769 à 1771)

« Article 1 de la loi modifiée du 18 mai 1979, délégations du personnel, ouvriers/employés privés – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, et article 11 (5), liberté syndicale (non examiné) – Violation »

**Arrêt 23/04 du 3 décembre 2004**

(MEMORIAL A n° 201, 23 décembre 2004, pp. 2960 à 2961)

« Recevabilité, notion de juridiction – Articles 17 et 27 loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines, principe de spécification – Non affectation (article 17), conformité (article 27) »

**Arrêt 24/04 du 3 décembre 2004**

(MEMORIAL A n° 201, 23 décembre 2004, pp. 2962 à 2963)

« Recevabilité, notion de juridiction – Article 17 et 27 loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines, principe de spécification – Non affectation (article 17), conformité (article 27) »

**Arrêt 25/05 du 7 janvier 2005**

(MEMORIAL A n° 8, 26 janvier 2005, pp. 73 à 75)

« Article 349 du Code civil, adoption, enfant légitime, plénièrement adopté – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Violation »

**Arrêt 26/05 du 8 juillet 2005**

(MEMORIAL A n° 106, 22 juillet 2005, pp. 1853 à 1856)

« *Loi du 16 avril 1979 modifiée fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, limitation du droit de réintégration dans son administration d'origine – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Violation* »

**Arrêt 27/05 du 14 octobre 2005**

(MEMORIAL A n° 178, 31 octobre 2005, pp. 2935 à 2937)

« *Article 98 de la loi du 31 mai 1999 modifiée portant création d'un corps de police grand-ducale, placement hors cadre des commissaires-enquêteurs, compensation – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité* »

**Arrêt 28/05 du 23 décembre 2005**

(MEMORIAL A n° 1, 5 janvier 2006, pp. 1 à 3)

« *Article 18 de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice de la profession de médecin, médecin-dentiste et médecin-vétérinaire – Procédure d'adoption du Code de déontologie des professions de médecin et médecin-dentiste – Article 36 ancien, pouvoir réglementaire du Grand-Duc, et article 11 ancien de la Constitution – Domaine de la loi et domaine réglementaire – Violation* »

**Arrêt 29/06 du 7 avril 2006**

(MEMORIAL A n° 69, 21 avril 2006, pp. 1334 à 1335)

« *Article 7 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, exclusion des personnes bénéficiant d'une pension au titre de leur activité statutaire auprès d'un organisme international – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 111 de la Constitution, droit des étrangers – Violation* »

**Arrêt 30/06 du 7 avril 2006**

(MEMORIAL A n° 69, 21 avril 2006, pp. 1336 à 1337)

« *Article 7 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, exclusion des personnes bénéficiant d'une pension au titre de leur activité statutaire auprès d'un organisme international – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 111 de la Constitution, droit des étrangers – Violation* »

**Arrêt 31/06 du 7 avril 2006**

(MEMORIAL A n° 69, 21 avril 2006, pp. 1338 à 1339)

« *Article 7 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, exclusion des personnes bénéficiant d'une pension au titre de leur activité statutaire auprès d'un organisme international – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 111 de la Constitution, droit des étrangers – Violation* »

**Arrêt 32/06 du 7 avril 2006**

(MEMORIAL A n° 69, 21 avril 2006, pp. 1340 à 1341)

*« Article 7 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, exclusion des personnes bénéficiant d'une pension au titre de leur activité statutaire auprès d'un organisme international – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 111 de la Constitution, droit des étrangers – Violation »*

**Arrêt 33/06 du 7 avril 2006**

(MEMORIAL A n° 69, 21 avril 2006, pp. 1342 à 1343)

*« Article 7 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation, exclusion des personnes bénéficiant d'une pension au titre de leur activité statutaire auprès d'un organisme international – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi, article 111 de la Constitution, droit des étrangers – Violation »*

**Arrêt 34/06 du 12 mai 2006**

(MEMORIAL A n° 96, 31 mai 2006, pp. 1800 à 1801)

*« Loi modifiée du 16 août 1967, création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, procédure d'expropriation – Indemnisation complète après privation de la propriété – Article 16 de la Constitution, droit de propriété, expropriation pour cause d'utilité publique, indemnisation juste et préalable – Violation partielle »*

**Arrêt 35/06 du 12 mai 2006**

(MEMORIAL A n° 96, 31 mai 2006, pp. 1802 à 1803)

*« Loi modifiée du 15 mars 1979, expropriation pour cause d'utilité publique, procédure d'expropriation et d'indemnisation – Indemnisation complète après privation de la propriété – Article 16 de la Constitution, droit de propriété, expropriation pour cause d'utilité publique, indemnisation juste et préalable – Violation partielle »*

**Arrêt 36/06 du 20 octobre 2006**

(MEMORIAL A n° 188, 6 novembre 2006, pp. 3303 à 3305)

*« Article 17 de la loi modifiée du 5 juillet 1991, dérogation à des dispositions d'ordre public, régime spécifique des contrats à durée déterminée quand l'employeur est public – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Violation »*

**Arrêt 37/06 du 17 novembre 2006**

(MEMORIAL A n° 220, 20 décembre 2006, pp. 3783 à 3784)

*« Article 59 alinéa 2 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire et article 3 de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale – Demande d'assistance internationale provenant d'un pays étranger avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg n'a pas de traité d'entraide judiciaire - Articles 1<sup>er</sup>, 33, 37, 76, 78 et 79 de la Constitution – Conformité »*

**Arrêt n° 37/06 du 17 novembre 2006**

Rectificatif du 15 décembre 2006 de l'arrêt n° 37/06

(MEMORIAL A n° 220, 20 décembre 2006, pp. 3785 à 3786)

**Arrêt 38/07 du 2 mars 2007**

(MEMORIAL A n° 36, 15 mars 2007, pp. 741 à 743)

*« Article 12 de la loi budgétaire du 23 décembre 2005, détermination par le pouvoir réglementaire des boissons alcooliques sucrées et des alcopops – Article 32 (3) de la Constitution, pouvoir réglementaire du Grand-Duc et respect du domaine de la loi – Conformité »*

**Arrêt 39/07 du 30 mars 2007**

(MEMORIAL A n° 56, 13 avril 2007, pp. 1173 à 1175)

*« Prescription décennale pour les obligations nées entre commerçants et entre commerçants et non commerçants prévue par l'article 189 du Code de commerce – Différence de traitement entre les salariés au service d'un commerçant, et les autres, soumis à une prescription trentenaire – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité »*

**Arrêt 40/07 du 25 mai 2007**

(MEMORIAL A n° 96, 19 juin 2007, pp. 1805 à 1807)

*« Irrecevabilité d'une question préjudicielle introduite par les parties devant la Cour constitutionnelle – Dispositions de la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant le Code civil et relatives aux règles d'évaluation des biens faisant l'objet de l'attribution préférentielle – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Violation »*

**Arrêt 41/07 du 14 décembre 2007**

(MEMORIAL A n° 1, 11 janvier 2008, pp. 2 à 4)

*« Loi du 25 avril 2005, procédure disciplinaire spécifique à l'égard des fonctionnaires des P&T – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité*

*Articles 9, 10 et 47 de la loi du 16 avril 1979 modifiée fixant le statut général des fonctionnaires – Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines – Conformité »*

**Arrêt 42/07 du 14 décembre 2007**

(MEMORIAL A n° 1, 11 janvier 2008, pp. 4 à 7)

*« Loi du 25 avril 2005, procédure disciplinaire spécifique à l'égard des fonctionnaires des P&T – Article 10bis de la Constitution, égalité des Luxembourgeois devant la loi – Conformité*

*Articles 9, 10 et 47 de la loi du 16 avril 1979 modifiée fixant le statut général des fonctionnaires – Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines – Conformité »*

**Arrêt 43/07 du 14 décembre 2007**

(MEMORIAL A n° 1, 11 janvier 2008, pp. 7 à 8)

*« Articles 10 et 47 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires – Article 14 de la Constitution, légalité des délits et des peines – Conformité »*